Les contre-performances de l'université

Par Mohamed Mezghiche, universitaire

Il ne se passe pas un jour sans qu'on lise, dans la presse nationale, un article rapportant des informations qui laissent penser que le secteur de l'enseignement supérieur vit une grave crise et qu'il se dirige vers une situation des plus catastrophiques.

On apprend, par exemple, que le plagiat se propage pour toucher aussi bien les hauts responsables de la recherche scientifique que certains enseignants dans les différentes universités algériennes. On lit aussi que des «professeurs faussaires» ne reculent devant rien pour dénicher des revues médiocres et publier leurs articles sans consistance pour allonger ainsi leur «CV» et atteindre le «sommet» hiérarchique du noble métier d'enseignant chercheur.

Si nous tournons notre regard du côté de la gestion administrative des universités, la situation n'est pas plus rassurante. Nous constaterons que souvent les enseignants contestent les conditions non réglementaires du déroulement des délibérations pour le passage des étudiants. Ces conflits récurrents ne cessent de compromettre le déroulement normale de l'activité pédagogique au sein de l'université. Nous ne manquerons pas d'être interpellés par de nouveaux comportements chez les étudiants. On observe, chez eux, l'attitude de refus de leur évaluation en cas d'échec. La confiance entre enseignant et étudiant est perdue et les raisons profondes prennent racines dans la médiocrité de la qualité de l'enseignement.

Dans certaines universités, ceux qui sont recalés recourent à la grève en empêchant l'accès aux facultés. Ils font ainsi pression sur les responsables pour être admis. L'autre phénomène que l'on peut constater est qu'une bonne partie est contaminée par les fléaux de la fraude et du plagiat. Les combattre devient de plus en plus difficile.

Ni la volonté réelle ni les moyens n'existent pour les éradiquer. Ces dysfonctionnements et leurs conséquences sur l'activité pédagogique, malheureusement, n'émeuvent plus les responsables au niveau des universités ou du ministère de tutelle. Aux yeux des gestionnaires, cette situation nous laisse déduire que les diplômes délivrés ne reflètent pas réellement les connaissances acquises par les étudiants, ce fait ne dérange pas. On peut aussi s'étonner que les étudiants ne réagissent que dans le cas d'échec et ils sont consentants pour avoir des diplômes vides de contenu. Ce qu'il ne pouvait s'expliquer que par le fait que ces «faux» diplômes permettaient à leurs titulaires de prendre part à la distribution de la rente par l'intermédiaire des aides Ansej et autres facilités offertes aux chômeurs diplômés.

Longtemps, cette situation de l'université algérienne ne suscitait aucun débat de fond malgré le fait que plusieurs voix aient essayé de le lancer en vain. Aujourd'hui, la situation économique du pays, après la chute des prix du pétrole, pousse inéluctablement au débat sur le rôle que peut jouer l'université dans l'économie nationale. Ceci nous amène, avant de proposer une quelconque solution, à commencer par déterminer les causes au cœur de ces contre-performances de l'université algérienne.

Une chose est certaine, la grave crise qui secoue, depuis quelques années, l'enseignement supérieur n'aurait pas manqué de poser deux sérieux problèmes dans un pays qui pratique une économie productive. Le premier, le monde du travail dans les entreprises aurait vite réagi si les diplômés de l'université ne répondaient plus à ses exigences en termes de qualification. Le second problème concerne l'attitude de la majorité des citoyens. Bien qu'ils constatent que l'université prodigue un savoir «inutile» sans perspective de travail et de promotion sociale, ils continuent à pousser leurs enfants à poursuivre leurs études universitaires et décrocher des diplômes. Quel sens donner à tout cela ? Nous proposons dans ce qui suit quelques éléments susceptibles d'enrichir le débat et apporter des éléments de réponse.

Désindustrialisation versus performance des formations

Les pays puissants de ce monde sont ceux qui possèdent aujourd'hui une industrie développée. Leur économie productive est adossée à un système éducatif performant qui pousse les entreprises à rester compétitives et innover. Ces pays ne peuvent pas donc négliger d'investir massivement dans le secteur de la recherche scientifique. L'université, de son côté, apporte une part déterminante dans le développement et l'efficacité des entreprises en développant un enseignement de qualité.

A travers les stages pratiqués dans l'entreprise tout au long de leur cursus, les étudiants acquièrent un savoir-faire difficile à acquérir autrement. Le secteur productif participe ainsi à améliorer le niveau de l'enseignement.

L' Allemagne est un bon exemple qui illustre la symbiose qui existe entre les entreprises industrielles et les institutions de recherche scientifique et d'enseignement. Plus de 60% des établissements de l'enseignement supérieur (Fachhochschulen : universités des sciences appliquées) axent leur formation en grande partie sur la pratique. On note aussi que le palier du secondaire réserve une place importante à l'enseignement professionnel. L'entreprise industrielle est aussi présente dans ce palier de façon non négligeable par l'offre de stages d'apprentissage et de perfectionnement.

Cette collaboration entre le système éducatif et l'entreprise industrielle est à l'origine de l'efficacité industrielle allemande à l'échelle européenne et mondiale.

Le problème que vit aujourd'hui notre université vient sûrement du fait qu'il n'existe plus de secteur industriel assez développé capable de tisser des liens avec l'université pour ses besoins de transfert technologique et d'innovation.

Des conditions matérielles objectives induites par la stratégie du développement adoptée depuis plusieurs années ont concouru à isoler les deux secteurs l'un de l'autre. L'absence d'un secteur industriel demandeur de compétences a poussé l'université à se recroqueviller sur elle-même. Comment a évolué notre système éducatif depuis l'indépendance ? Une série de réformes qui illustrent chacune les véritables visions et stratégies du développement tracées par les hauts responsables du pays ont jalonné l'histoire de notre système de formation. La première étape de 1962 à 1970 a été marquée par la volonté de réalisation d'une scolarisation universelle au niveau élémentaire et d'une arabisation des contenus.

Cette étape est marquée par deux phases. Dans la première une commission supérieure de réforme technique est installée le 15 décembre 1962 pour les programmes et les horaires. Son objectif était avant tout d'assurer la mise en place de l'école de l'Algérie indépendante. Dans la seconde, l'objectif était de donner à l'école algérienne une identité. Une commission nationale de la réforme du système éducatif est mise en place en 1969. La réforme proposée concernait surtout l'introduction de nouveaux programmes des matières-clés, comme l'histoire, la géographie et l'arabe.

La seconde étape de 1970 à 1979 coïncide avec la mise en œuvre des grands plans de développement

L'inadéquation entre le système éducatif et de la formation et les besoins du développement économique n'a pas tardé à apparaître. Le recours aux instituts de technologie est apparu donc nécessaire. La réforme de l'enseignement supérieur de 1971 devait, selon ses concepteurs, permettre de donner à la formation une certaine adéquation avec les projets importants d'industrialisation.

En avril 1976, l'ordonnance qui définit le projet global de l'éducation et de la formation (école fondamentale) est publiée. Cette ordonnance prévoit pour le premier palier (le primaire) un enseignement préparatoire non obligatoire et un autre polytechnique obligatoire de 9 ans. Pour le second palier (le secondaire), elle définit trois types d'enseignement :

1- un enseignement général menant vers l'enseignement supérieur ;

2- un enseignement secondaire spécialisé pour les élèves ayant obtenu des résultats probants dans des disciplines ou un groupe de disciplines ;

3- un enseignement secondaire technologique et professionnel préparant à l'emploi mais permettant également l'accès à des formations supérieures.

Cette ordonnance n'est mise en application qu'en 1980 suite aux résolutions du 4e congrès du FLN. Sur le terrain l'école fondamentale, vidée de son contenu polytechnique, fut un échec. Observons ici que le début des années 1980 fut aussi celui des remises en cause de la stratégie de développement et particulièrement de l'industrialisation. Ceci devrait naturellement se répercuter sur les objectifs fixés à l'école et à l'enseignement supérieur.

L'abandon du projet d'industrialisation n'a pas tardé, même si cela ne s'est pas fait de façon directe, à dévier l'université de son orientation scientifique et technique. Le savoir et le savoir-faire ne peuvent se régénérer que dans un milieu favorable. Tout ce qui est inutile est voué à disparaître.

La réforme de l'université de 1984 (connue aussi sous le nom la réforme Bererhi) consacrait le slogan «A chaque bachelier une place pédagogique» comme principe fondamental. En somme la gestion des flux devient la préoccupation principale des gestionnaires de l'université. Une loi sur la planification des effectifs fut adoptée par l'Assemblée populaire nationale (octobre 1984).

Ces réformes du système éducatif obéissaient en réalité à l'objectif de recherche d'une cohérence globale du système qui se mettait en place en conformité avec la stratégie de développement adoptée. L'orientation sur le plan économique, c'est-à-dire le passage à l'économie de marché, menée sous le slogan de la décentralisation et de la rentabilité des investissements, visait à morceler les différentes entreprises en plusieurs sous-unités qui devaient par la suite faciliter leur privatisation. Ces réformes impulsées sous la pression du FMI avec son programme de réformes structurelles se sont soldées par la déstructuration du tissu industriel et l'abandon d'une série de métiers où les Algériens commençaient à accumuler un savoir et une expérience non négligeables.

Dans son livre[3], l'économiste Rebah donne une idée de l'ampleur du recul, tout au long de la période 1990-2008, du développement engendré par ces réformes.

1- Tous les secteurs ont été touchés par une baisse de production (rond à béton, verre, cuir, textile, wagons, tracteurs, cyclomoteurs, pompes, Eniem SNVI, etc.). Cette baisse variait selon les produits entre 40% et 80%.

2. Recul de la production industrielle qui participait à hauteur de 22,5% dans le PIB en 1984 à moins de 5,3% du PIB en 2005 et n'a pas augmenté depuis.

3. L'exemple de l'entreprise Sorecal de 3 500 travailleurs est édifiant. Cette entreprise, qui investit dans la construction des logements, dotée d'une main-d'œuvre qualifiée et en partie formée à l'étranger a fermé ses portes en 1998 par faute de crédits pour cause de «rentabilité».

Coincée entre son endettement auprès des banques pour réaliser des logements à très bas prix, condition imposée par l'Etat, et le critère de rentabilité avancé par les pouvoirs publics, elle ne pouvait que mettre la clé sous la porte. L'Etat, aujourd'hui, fait appel aux Chinois et aux Turcs pour faire ce que Sorecal faisait déjà il y a vingt temps.

M. Rebah met en exergue des erreurs qui avaient accompagné la période d'industrialisation : la dévalorisation du statut de la science et la technique, l'insuffisance d'une perspective technologique nationale et la non-prise en compte du savoir-faire antérieur des travailleurs. M. Rebah rappelle que l'expérience du GNL en Algérie n'a pas été exploitée par Sonatrach pour créer un pôle d'expertise scientifique et technique capable de reproduire et de développer le savoir et savoir-faire acquis. L'exemple de l'Institut du pétrole méxicain créé dans la même période que l'IAP et l'INH se distingue par la production de ses chercheurs et ses centaines de brevets, alors que les deux instituts algériens n'ont pas su se transformer en de véritables centres de recherche fondamentale et appliquée. Ces erreurs auraient pu être rattrapées si l'effort de développement continuait d'être soutenu.

La crise qui a résulté de cette gestion de l'économie a touché tous les secteurs de la société, particulièrement l'école et la formation en général. Coupé de son environnement économique et social, le système éducatif a cessé de se développer et commencé à entrer dans une crise profonde.

Depuis, le niveau de formation n'a pas arrêté de se dégrader. Aujourd'hui on constate son état de déliquescence au grand jour. Faut-il désespérer ? Le redressement de cette situation reste toujours possible. Mais il ne peut se concevoir en dehors d'une stratégie globale visant à sortir le pays de l'état de sous-développement dans lequel se débat aujourd'hui notre société. Une chose est sûre, il n'y a pas de développement sans un projet de mise en place d'une industrie basée sur la maîtrise technologique.

M. M.

Longtemps, cette situation de l'université algérienne ne suscitait aucun débat de fond malgré le fait que plusieurs voix aient essayé de le lancer en vain. Aujourd'hui, la situation économique du pays, après la chute des prix du pétrole, pousse inéluctablement au débat sur le rôle que peut jouer l'université dans l'économie nationale.

Le problème que vit aujourd'hui notre université vient sûrement du fait qu'il n'existe plus de secteur industriel assez développé capable de tisser des liens avec l'université pour ses besoins de transfert technologique et d'innovation. Des conditions matérielles objectives induites par la stratégie du développement adoptée depuis plusieurs années ont concouru à isoler les deux secteurs l'un de l'autre. L'absence d'un secteur industriel demandeur de compétences a poussé l'université à se recroqueviller sur elle-même.

[3] **Abdelatif Rebah : *Le développement national contrarié*, éditions Inas 2011.**